

Working Group VII

Working document 14

Groupe de travail VII « Action Extérieure »

Les membres du Groupe de travail VII « Action extérieure » trouveront ci-joint un document du Secrétariat concernant une réflexion relative à certains aspects financiers des actions extérieures.

REFLEXION RELATIVE À CERTAINS ASPECTS FINANCIERS

DES ACTIONS EXTERIEURES

Avant propos

La présente note entend procéder à une réflexion sur certains aspects financiers des actions extérieures.

I. Présentation de l'architecture financière

Le système institutionnel et budgétaire est marqué par l'existence d'institutions distinctes et d'un budget unique divisé en trois sections : la Section I Parlement, la Section II Conseil et la Section III Commission.

Depuis le 1er janvier 1975, le Parlement européen et le Conseil détiennent ensemble l'autorité budgétaire (traités de Luxembourg du 22 avril 1970 et de Bruxelles du 22 juillet 1975).

Le système s'articule autour de la distinction entre deux sortes de dépenses : les dépenses obligatoires et les dépenses non obligatoires (article 272 TCE).

En ce qui concerne les dépenses "obligatoires" (DO) de la Communauté (la plus grande partie du budget), Le Parlement ne dispose que d'un simple "droit de proposer des modifications". Le Conseil reste, donc en la matière, le détenteur du "dernier mot". Il faut cependant préciser que ces dépenses sont inévitables au bon fonctionnement de la Communauté et qu'aucune des deux branches de l'autorité budgétaire ne pourrait les éviter.

En ce qui concerne les dépenses "non-obligatoires" (DNO), le Parlement se trouve investi d'un véritable droit d'amendement. Ces dépenses, dont l'enveloppe ne cesse d'augmenter, correspondent au développement dynamique de l'activité communautaire (par exemple, les crédits de fonctionnement des institutions, les traitements du personnel etc, les crédits du Fonds social, du Fonds régional, de la politique énergétique, industrielle, PESC, ...). L'extension des DNO a eu pour corollaire l'extension des pouvoirs du Parlement européen.

Le droit d'augmenter les DNO n'est cependant pas sans limite, le Parlement ne disposant que d'une marge de manœuvre minimale : le taux maximal d'augmentation fixé chaque année par la Commission, qu'il ne peut relever sans l'accord du Conseil (art. 272, par. 9 TCE).

Il faut également mentionner les accords interinstitutionnels successifs sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire qui ont instauré des plafonds de dépenses depuis 1993, par le biais des perspectives financières qu'ils ont fixées. L'accord interinstitutionnel actuellement en vigueur a été conclu le 6 mai 1999 par le Parlement, le Conseil et la Commission et définit les perspectives financières 2000-2006. Il succède à l'accord interinstitutionnel du 29 octobre 1993.

Enfin, citons l'accord interinstitutionnel du 13 octobre 1998 sur les bases légales et l'exécution du budget qui pose le principe général selon lequel l'exécution des crédits inscrits au budget pour toute action nécessite l'adoption préalable d'un acte de base, à savoir un règlement, une directive ou une décision, avec une liste exhaustive d'exceptions à ce principe.

C'est le Président du Parlement qui arrête le budget et c'est le Parlement qui a le pouvoir de donner décharge à la Commission sur l'exécution du budget (art. 276 TCE)

II. Le financement des actions extérieures de la Communauté

a) le financement des actions extérieures

Les crédits relatifs aux actions extérieures de la Communauté figurent dans la section III Commission du Budget de l'Union, et plus particulièrement dans la sous-section B7 "actions extérieures" dont le projet de budget pour 2003 propose qu'elle soit dotée de crédits pour un montant total de 8 milliards 400,364 millions d'EUR, dont 9 millions d'EUR pour la politique commerciale extérieure (ligne B7-85). Un résumé de la sous-section B7 est joint à la présente note.

b) le financement de la politique de développement

L'aide au développement de la Communauté est financée par le budget de l'Union (sous-section B7 - actions extérieures) sauf, lorsque cette aide concerne les pays ACP. Concernant ces derniers, un nouvel accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses États membres a été signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000.

Il succède aux Conventions de Lomé et fixe à 15,2 milliards d'EUR le montant global des aides allouées par la Communauté aux États ACP pour la période de cinq ans allant de 2000 à 2005.

Ce montant comprend, d'une part, 13,8 milliards d'EUR (au lieu des 13,5 milliards prévus par l'accord) du 9^{ème} Fonds européen de développement (9^{ème} FED) financé par les contributions des États membres et, d'autre part, jusqu'à 1,7 milliards d'EUR de la Banque européenne d'investissement.

Par Accord interne du 14 septembre 2000 entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, les États membres ont réparti entre eux les 13,8 milliards d'EUR.

Un règlement financier particulier est applicable au FED.

La Commission assure l'exécution financière des opérations effectuées sur les ressources du 9^{ème} FED.

III. Le financement de la PESCE

a) Le mode financement de la PESCE

Le financement de la PESCE est décrit aux articles 28 TUE et 268 TCE :

- les dépenses administratives entraînées pour les institutions par la PESCE sont à la charge du budget des Communautés européennes.
- les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre des dispositions relatives à la PESCE sont également à la charge du budget des Communautés européennes. L'article 28 TUE ajoute cependant une exception pour les dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, qui sont donc exclues du budget. Le Conseil peut également décider à l'unanimité d'exclure certaines matières du financement communautaire.

Lorsqu'une dépense n'est pas mise à la charge du budget de l'Union, elle est la charge des États membres selon la clé du produit national brut, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, ne décide d'appliquer une autre clé de répartition.

Le texte même des articles 28 TUE et 268 TCE indique que les dépenses administratives sont des dépenses entraînées "pour les institutions" par les dispositions PESC du Traité, alors que les dépenses opérationnelles sont celles entraînées "par la mise en œuvre " des mêmes dispositions¹.

En conséquence, sauf pour les opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, et pour des activités pour lesquelles le Conseil en aurait décidé autrement, la PESC est financée par le budget des Communautés.

Pour les dépenses opérationnelles de la PESC, les crédits se trouvent dans la section III Commission du budget, la section II Conseil n'ayant que des dépenses administratives. Ainsi, si une dépense opérationnelle est nécessaire à la mise en œuvre d'une action commune, le Conseil ordonne ces dépenses et la Commission doit l'exécuter après s'être assurée de sa régularité et de sa légalité, et ce en vertu de l'article 274 du Traité et de l'article 53 du Règlement financier.

Les crédits relatifs aux actions extérieures de l'Union, destinés à financer les dépenses opérationnelles, figurent dans la section III Commission du Budget de l'Union à la sous-section B8 "politique étrangère et de sécurité commune" dont le projet de budget pour 2003 propose qu'elle soit dotée de crédits pour un montant total de 47,50 millions d'EUR. Un résumé de la sous-section B8 est joint à la présente note.

On constate des difficultés relativement à l'exécution des dépenses opérationnelles prévues à l'article 28 TUE. En effet, la Commission devant vérifier la régularité et la légalité des dépenses qu'elle est appelée à exécuter, le caractère parfois juridiquement imprécis du texte des actions communes de l'Union en fait des bases juridiques faibles, ce qui pousse la Commission à pratiquer un contrôle préalable en opportunité sur l'action elle-même.

Des difficultés en découlent en ce qui concerne la mise en œuvre de décisions prises par le Conseil.

¹ Il en est de même à l'article 4 par 2 du Règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (Journal officiel n° L 248 du 16/09/2002 p. 1-48).

b) Le montant des crédits affectés à la PESC

L'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen², le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (JO C 172 du 18.6.1999, p. 1), confirme que "le montant total des dépenses opérationnelles de la PESC est inscrit intégralement au même chapitre du budget ("PESC")" et prévoit que ce montant est réparti entre les articles suivants :

- observation et organisation d'élections/participation à des processus de transition démocratique,
- envoyés de l'Union,
- prévention des conflits/processus de paix et de sécurité,
- aide financière aux processus de désarmement,
- contributions à des conférences internationales,
- actions urgentes, le montant affecté à ces actions ne pouvant dépasser 20% du montant global du chapitre PESC du budget.

Cet accord interinstitutionnel fixe les perspectives financières de 2000 à 2006, limitant les crédits d'engagement matière par matière. Cependant, en ce qui concerne le financement de la PESC, l'accord interinstitutionnel prévoit que chaque année, les institutions s'efforcent de parvenir à un accord, sur base d'une proposition de la Commission, sur le montant des dépenses opérationnelles à imputer au budget des Communautés conformément à l'article 28 TUE et sur la répartition de ce montant entre les articles du chapitre "PESC" du budget de l'Union.

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, pour l'année 2003, un montant de 47.500.000 EUR pour la PESC est inscrit en première lecture du Conseil dans l'attente d'un accord sur le montant final à inscrire dans le budget pour 2003 dans le cadre de la poursuite de la procédure de concertation prévue à l'annexe III de l'Accord interinstitutionnel. Pour l'année 2002, le montant a été fixé à 30.000.000 EUR. Il était de 36.000000 EUR pour 2001.

² Du fait du classement des dépenses opérationnelles de la PESC en dépenses non obligatoires, le Parlement européen n'est pas sans pouvoirs, car il peut notamment influencer la structure du budget devenant ainsi un interlocuteur incontournable pour le Conseil.

c) Les Représentants spéciaux de l'Union européenne (RSUE)

Le Traité d'Amsterdam a introduit l'article 18, paragraphe 5 TUE qui dispose que "le Conseil peut, à chaque fois qu'il estime nécessaire, nommer un représentant spécial auquel est conféré un mandat en liaison avec des questions politiques particulières". C'est pourquoi, depuis l'exercice 2001, les dépenses administratives liées aux RSUE sont incluses dans la ligne 1113 de la section II Conseil du Budget. Le montant des crédits pour l'exercice 2002 est de 4.111.000 EUR. Le projet de budget pour l'exercice 2003 prévoit un crédit de 3.600.000 EUR pour les RSUE.

Ces montants sont insuffisants à couvrir l'ensemble des dépenses liées à l'activité des RSUE. C'est pourquoi, les dépenses de certains représentants spéciaux de l'Union européenne sont prises en charges "en nature" par certains États membres.

Il en résulte une situation problématique. En effet, le don ne constitue pas un moyen normal d'octroyer aux institutions les moyens financiers nécessaires à leur fonctionnement, au risque pour celles-ci de perdre leur autonomie vis-à-vis des gouvernements donateurs.

d) Commentaire

Le problème budgétaire doit être réglé en amont : les tâches qui sont confiées aux institutions (notamment au Conseil) doivent être assorties des moyens financiers correspondants au moment même de la prise de décision.

Il en résulte qu'il faut soit doter le budget de l'Union de crédits suffisants à la mise en œuvre de la politique de l'Union dans le domaine de la PESC, soit mettre le financement de la PESC à la charge des États membres en appliquant la clé PNB de répartition de la charge budgétaire.

IV. Les actions extérieures fondées sur l'article 308 TCE

Certaines actions extérieures ont été fondées sur l'article 308 TCE. Cela a permis de financer ces actions par le biais de la sous-section B7 mentionnée au point II ci-dessus. Ce fut le cas, par exemple, de la décision du Conseil portant attribution d'une aide financière exceptionnelle de la Communauté au Kosovo. L'article 308 TCE constitue la base juridique prévue au traité lorsque "une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, *dans le fonctionnement du marché*

commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le (...) traité ait prévu les pouvoirs d'actions requis à cet effet". D'aucuns se sont dès lors interrogé quant à la validité de cette base juridique.

V. Financement de la PESD et gestion des crises

Conformément au titre V du TUE, les dépenses administratives entraînées pour les institutions (qu'elles découlent ou non d'opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense) sont à la charge du budget communautaire. Le financement des opérations n'ayant pas d'implications militaires ou dans le domaine de la défense doit également être à la charge du budget communautaire, sauf si le Conseil en décide autrement à l'unanimité. Les dépenses opérationnelles afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense doivent, elles, en tout état de cause être à la charge des États membres.

L'établissement d'un budget et la mobilisation de fonds tant pour des opérations militaires que pour des opérations non militaires (financées par les États membres) peut cependant prendre beaucoup du temps alors qu'il peut y avoir urgence à agir.

Pour parer à ces difficultés, le Conseil réfléchit actuellement à la création d'un fonds de gestion des crises qui serait financé par les quinze États membres selon la clé du PNB et qui couvrirait à la fois des activités non militaires et militaires, les activités non militaires à couvrir étant limitées à celles qui ne pourraient être financées par des instruments relevant du premier pilier ou celles pour lesquelles le Conseil aurait décidé à l'unanimité qu'elles ne seraient pas à la charge du budget communautaire (ligne PESC).

Les contributions des États membres au fonds ne devraient pas être effectivement versées. Le fonds pourrait donc être constitué de "droits de tirage", étant entendu que les États membres déboursaient l'argent à très bref délai lorsque le gestionnaire du fonds le demandera.

Le projet en discussion propose que le fonds soit géré par un gestionnaire au sein du Secrétariat du Conseil. En cas de crise, le gestionnaire du fonds serait assisté par un comité composé de représentants des États membres. Le financement du fonds devant se faire au niveau intergouvernemental, aucun rôle ne serait dévolu, dans sa gestion, à la Commission ou au Parlement. Des règles spécifiques devraient par conséquent être élaborées pour la comptabilité, le contrôle et la gestion.

B7 ACTIONS EXTÉRIEURES

Titre Chapitre	Intitulé	Crédits 2003		Crédits 2002		Exécution 2001	
		Engagements	Palements	Engagements	Palements	Engagements	Palements
B7-0	TITRE B7-0 STRATÉGIE DE PRÉADHÉSION						
B7-0 1	CHAPITRE B7-0 1 — INSTRUMENT SAPARD - PRÉADHÉSION	564 000 000	342 900 000	555 000 000	370 000 000	540 000 000-	30 528 425,85
B7-0 2	CHAPITRE B7-0 2 — INSTRUMENT STRUCTUREL DE PRÉADHÉSION (ISPA)	1 129 000 000	667 500 000	1 109 000 000	704 400 000	1 079 941 288-	203 262 625,40
B7-0 3	CHAPITRE B7-0 3 — INSTRUMENT <i>PHARE</i> - PRÉADHÉSION	1 693 000 000	1 547 000 000	1 664 000 000	1 520 650 000	1 616 470 000-	1 159 760 065,05
B7-0 4	CHAPITRE B7-0 4 — STRATÉGIE DE PRÉADHÉSION EN FAVEUR DES PAYS MÉDITERRANÉENS (CHYPRE ET MALTE)	25 000 000	17 825 000	21 000 000	20 432 000	19 000 000-	2 530 680-
B7-0 5	CHAPITRE B7-0 5 — STRATÉGIE DE PRÉADHÉSION EN FAVEUR DES PAYS MÉDITERRANÉENS (TURQUIE)	149 000 000	40 000 000	p.m.	p.m.		
	Total du titre B7-0	3 560 000 000	2 615 225 000	3 349 000 000	2 615 482 000	3 255 411 288-	1 396 081 796,30
B7-2	TITRE B7-2 AIDE ALIMENTAIRE ET HUMANITAIRE						
B7-2 0	CHAPITRE B7-2 0 — AIDE ALIMENTAIRE ET ACTIONS D'APPUI	454 600 000	396 500 000	455 000 000	420 810 000	451 693 429,30	476 946 996,95
B7-2 1	CHAPITRE B7-2 1 — AIDE HUMANITAIRE	470 000 000	470 000 000	441 845 000	441 845 000	522 988 425,20	561 079 398,28
	Total du titre B7-2	924 600 000	866 500 000	896 845 000	862 655 000	974 681 854,50	1 038 026 395,23
B7-3	TITRE B7-3 COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT D'ASIE, D'AMÉRIQUE LATINE ET D'AFRIQUE AUSTRALE, Y COMPRIS L'AFRIQUE DU SUD						
B7-3 0	CHAPITRE B7-3 0 — COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT D'ASIE	556 500 000	474 953 000	488 000 000	465 110 000	407 538 534-	383 045 445,01
B7-3 1	CHAPITRE B7-3 1 — COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT D'AMÉRIQUE LATINE	324 000 000	292 200 000	346 671 500	318 366 000	300 187 786-	151 147 806,79

B7-3 2	CHAPITRE B7-3 2 — COOPÉRATION AVEC LES PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE, Y COMPRIS L'AFRIQUE DU SUD	127 000 000	127 500 000	124 790 000	148 470 000	121 224 496-	99 481 650,86
	Total du titre B7-3	1 007 500 000	894 653 000	959 461 500	931 946 000	828 950 816-	633 674 902,66
B7-4	TITRE B7-4 COOPÉRATION AVEC LES PAYS TIERS MÉDITERRANÉENS ET DU PROCHE- ET DU MOYEN-ORIENT						
B7-4 0	CHAPITRE B7-4 0 — COOPÉRATION AVEC LES PAYS TIERS MÉDITERRANÉENS	p.m.	88 624 000	45 000 000	103 840 000	47 000 000-	64 038 050,58
B7-4 1	CHAPITRE B7-4 1 — <i>MEDA</i> (MESURES D'ACCOMPAGNEMENT AUX RÉFORMES DES STRUCTURES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DANS LES PAYS TIERS MÉDITERRANÉENS)	640 370 000	520 000 000	715 570 000	488 000 000	757 354 626-	404 378 953,85
B7-4 2	CHAPITRE B7-4 2 — PROGRAMME D' ACTIONS EN FAVEUR DU PROCHE- ET DU MOYEN-ORIENT	105 500 000	92 000 000	92 750 000	71 700 000	100 300 000-	101 974 845,92
B7-4 3	CHAPITRE B7-4 3 — AUTRES INTERVENTIONS AU BÉNÉFICE DES PAYS TIERS MÉDITERRANÉENS ET DU MOYEN- ORIENT	8 000 000	20 000 000	8 000 000	15 000 000	4 482 013-	7 781 062,72
	Total du titre B7-4	753 870 000	720 624 000	861 320 000	678 540 000	909 136 639-	578 172 913,07
B7-5	TITRE B7-5 COOPÉRATION AVEC LES ÉTATS PARTENAIRES D'EUROPE ORIENTALE ET D'ASIE CENTRALE ET LES PAYS DES BALKANS OCCIDENTAUX						
B7-5 1	CHAPITRE B7-5 1 — BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT - SOUSCRIPTION DE LA COMMUNAUTÉ AU CAPITAL	p.m.	8 438 000	p.m.	8 438 000		7 425 000-
B7-5 2	CHAPITRE B7-5 2 — ASSISTANCE AUX ÉTATS PARTENAIRES D'EUROPE ORIENTALE ET D'ASIE CENTRALE	490 370 000	491 100 000	473 900 000	542 720 000	447 709 584-	415 413 841,26
B7-5 3	CHAPITRE B7-5 3 — AUTRES INTERVENTIONS DE LA COMMUNAUTÉ EN FAVEUR DES ÉTATS PARTENAIRES D'EUROPE ORIENTALE ET D'ASIE CENTRALE AINSI QUE DES PAYS DES BALKANS OCCIDENTAUX	-	-	-	p.m.		309 868-

B7-8 2	LA POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT	16 000 000	12 780 000	13 503 000	13 023 000	9 104 852,73	8 816 080,27
	CHAPITRE B7-8 2 — OBLIGATIONS FINANCIÈRES LIÉES À DES ACCORDS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET DES ORGANISMES INTERNATIONAUX	7 165 000	7 165 000	6 042 000	6 042 000	4 948 118,60	4 855 695,96
B7-8 3	CHAPITRE B7-8 3 — COOPÉRATION AVEC DES PAYS TIERS DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2 600 000	3 000 000	2 700 000	2 640 000	2 349 721,76	2 452 061,75
B7-8 4	CHAPITRE B7-8 4 — ASPECTS EXTÉRIEURS DE LA POLITIQUE DES TRANSPORTS ET DE L'ÉNERGIE	p.m.	p.m.				
B7-8 5	CHAPITRE B7-8 5 — VOILETS EXTÉRIEURS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE	9 000 000	8 598 000	8 000 000	8 100 000	6 788 234,64	5 344 636,41
B7-8 6	CHAPITRE B7-8 6 — VOILETS EXTÉRIEURS DE LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE	p.m.	730 000	1 507 000	1 857 000	1 326 233,50	1 286 860,22
B7-8 7	CHAPITRE B7-8 7 — PROMOTION DES RELATIONS COMMERCIALES	40 000 000	55 255 000	44 000 000	56 300 000	45 000 000-	19 155 067,50
	Total du titre B7-8	230 344 000	248 532 000	225 121 000	240 683 000	263 814 116,12	233 873 837,88
B7-9	TITRE B7-9 RÉSERVE						
B7-9 1	CHAPITRE B7-9 1 — RÉSERVE D'AIDE D'URGENCE	217 000 000	217 000 000	213 000 000	213 000 000		
	Total du titre B7-9	217 000 000	217 000 000	213 000 000	213 000 000		
	Total de la sous-section B7	8 400 364 000	7 362 899 000	8 267 226 000	7 387 044 500	8 025 181 947,87	5 512 059 473,60

B8 POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE

Titre Chapitre	Intitulé	Crédits 2003		Crédits 2002		Exécution 2001	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
<u>B8-0</u>	TITRE B8-0 POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE						
B8-0 1	CHAPITRE B8-0 1 — POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE	47 500 000	50 000 000	30 000 000	35 000 000	30 090 299,26	27 235 974,22
	Total du titre B8-0	47 500 000	50 000 000	30 000 000	35 000 000	30 090 299,26	27 235 974,22
	Total de la sous-section B8	47 500 000	50 000 000	30 000 000	35 000 000	30 090 299,26	27 235 974,22

B7-5 4	CHAPITRE B7-5 4 — COOPÉRATION AVEC LES PAYS DES BALKANS OCCIDENTAUX	684 560 000	775 000 000	765 000 000	781 680 000	821 932 000-	860 564 851,55
	Total du titre B7-5	1 174 930 000	1 274 538 000	1 238 900 000	1 332 838 000	1 269 641 584-	1 283 713 560,81
B7-6	TITRE B7-6 AUTRES ACTIONS DE COOPÉRATION						
B7-6 0	CHAPITRE B7-6 0 — ACTIONS COMMUNAUTAIRES EN FAVEUR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES	192 600 000	177 400 000	205 000 500	181 900 000	202 303 119,80	164 693 755,62
B7-6 1	CHAPITRE B7-6 1 — FORMATION ET SENSIBILISATION DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT	4 000 000	3 816 000	4 000 000	3 816 000	3 184 454,28	2 537 507,49
B7-6 2	CHAPITRE B7-6 2 — ACTIONS MULTISECTORIELLES	41 370 000	51 770 000	50 070 000	54 606 000	31 072 814,32	38 109 678,42
B7-6 3	CHAPITRE B7-6 3 — INFRASTRUCTURE ET SERVICES SOCIAUX	77 250 000	81 220 000	42 158 000	57 708 500	86 753 240,03	29 088 050,52
B7-6 5	CHAPITRE B7-6 5 — COORDINATION, ÉVALUATION ET INSPECTIONS	22 900 000	20 073 000	19 800 000	14 450 000	9 924 024-	8 591 424,71
B7-6 6	CHAPITRE B7-6 6 — ACTIONS SPÉCIFIQUES AVEC DES PAYS TIERS	80 500 000	76 548 000	73 550 000	73 680 000	64 614 033,12	47 328 495,01
B7-6 7	CHAPITRE B7-6 7 — ACTIONS D'INTERVENTION RAPIDE	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	19 976 217-	6 201 571,98
	Total du titre B7-6	443 620 000	435 827 000	419 578 500	411 160 500	417 827 902,55	296 550 483,75
B7-7	TITRE B7-7 INITIATIVE EUROPÉENNE POUR LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME						
B7-7 0	CHAPITRE B7-7 0 — DÉVELOPPEMENT ET CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE ET DE L'ÉTAT DE DROIT - RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES	88 500 000	90 000 000	104 000 000	100 740 000	105 717 747,70	51 965 583,90
	Total du titre B7-7	88 500 000	90 000 000	104 000 000	100 740 000	105 717 747,70	51 965 583,90
B7-8	TITRE B7-8 VOLETS EXTERNES DE CERTAINES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES						
B7-8 0	CHAPITRE B7-8 0 — ACCORDS INTERNATIONAUX EN MATIÈRE DE PÊCHE	155 579 000	161 004 000	149 369 000	152 721 000	194 296 954,89	191 963 435,77
B7-8 1	CHAPITRE B7-8 1 — VOLETS EXTERNES DE						